



PRESSE INTERNATIONALE

Ligue Communiste des Travailleurs – section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - QI

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » (K.Marx)



« A bas l'UE et le FMI »

« On aide la Grèce tout comme on a aidé les banques. »
« Si on n'intervient pas, on fera perdre de l'argent aux investisseurs... »

Didier Reynders

(La Libre 11/05/2010 - Le Soir 17/06/2011)

**Stop aux bombardements de l'OTAN et de la Belgique en Libye !
A bas Kadhafi ! p.16**

Aussi dans ce numéro

NON à l'Europe des capitalistes.....p.2

Pacte pour l'Euro :
un pacte contre les travailleurs p.3

SNCB : Pour un véritable plan
de lutte maintenant ! p.9

Avec *Corriente Roja* à Barcelonep.10

Le révolution en Egypte p.11



NON à l'Europe des capitalistes

Si d'un côté les négociations de la Réforme de l'Etat belge bloquent essentiellement sur la question du partage des richesses entre les Régions, de l'autre, tous sont d'accord pour respecter les objectifs économiques européens et pour réduire les dépenses sociales. Dernier chiffre en date : il faudrait faire un « effort d'assainissement » de 22 milliards pour arriver à l'équilibre budgétaire en 2015 comme le demande « l'Europe ». Et on ne s'étonne plus quand on voit que, à l'instar du président de l'Internationale socialiste Georges Papandréou, c'est le « socialiste » Elio Di Rupo qui prend cet objectif en main chez nous. Les attaques contre les acquis des travailleurs grecs sont effroyables mais il faut remarquer que le refrain de Di Rupo, bien que ses conséquences soient moindres, est sensiblement similaire à celui de son collègue grec : « *Ce sera difficile pour tout le monde et chacun devra y contribuer* »... (Le Soir, 25.05.2011)

En effet, en réponse à la crise financière et particulièrement à la crise de la dette grecque début 2010, de nouvelles réformes ont été mises en place afin de tenter de sauver le projet capitaliste de l'Union européenne. Il s'agit du « Pacte pour l'Euro plus » et la dite « nouvelle gouvernance économique ». Ces nouveaux outils représentent un renforcement du pouvoir du Capital afin d'appliquer des mesures d'austérité plus coordonnées dans les pays de l'Union. Aujourd'hui, plus que jamais, nous

sommes confrontés à une politique commune et singulièrement déterminée à nous faire payer la crise.

En Belgique, même si l'âge de départ à la pension est déjà trop élevé (65 ans) et qu'énormément de jeunes sont au chômage, Yves Leterme a présenté au Conseil européen de fin mars ses intentions d'attaquer le système belge de pré-pension en octobre. En déclarant ce système trop coûteux, il fait figure de bon élève. En fait, il traduit selon les réalités belges la politique de l'Union : nous faire travailler plus et plus longtemps afin de réduire notre niveau de vie et de mettre la pression sur l'ensemble du « marché du travail ».

Cette politique est également très claire avec les menaces de suppression de notre système d'indexation automatique des salaires, bien qu'il soit déjà limité suite aux attaques incessantes imposées par les différents gouvernements depuis plus de vingt ans.

Le sous-financement chronique des services publics tel que la santé ou l'enseignement, ainsi que la libéralisation progressive des secteurs comme l'énergie, La Poste ou le chemin de fer fait également partie intégrante des objectifs européens. Détruire les acquis de notre classe, diviser les entreprises publiques pour privatiser progressivement celles qui sont rentables, telles sont les seules issues que les capitalistes européens envisagent pour tenter de sortir de la crise.

La jeunesse et les travailleurs grecs ont lutté contre les nouveaux

prêts du FMI, contre la voracité et la dépendance du Capital. La dette publique des pays « du Nord » n'est pas plus légitime que celle des pays du « Sud ». Seule la bourgeoisie en tire profit et étouffe dans l'œuf les finances publiques. Sortons de ce carcan et refusons de payer la dette ! Pour la classe ouvrière et l'ensemble des travailleurs une autre issue à la crise est possible et nécessaire : une issue en rupture avec le capitalisme. Comme en Grèce, rejetons l'Union européenne. Nous devons défendre des services publics de qualité à des prix démocratiques, la réduction du temps de travail pour que tous travaillent, le maintien de la pré-pension en donnant l'emploi prioritairement aux jeunes, l'interdiction des licenciements, un plan de grands travaux publics, la nationalisation du secteur bancaire, un réel système d'indexation des salaires, un salaire minimum européen, l'impôt progressif sur les grandes fortunes, etc.

Les peuples européens ont plus que jamais besoin d'organiser la résistance ensemble. Ceci passe bien entendu par l'organisation de la lutte à la base, démocratiquement, et par la pression sur les instances syndicales pour qu'elles s'engagent vers une grève générale européenne. En Belgique, nous appelons tous les militants à participer aux « Comités d'action Europe » en tant que plate-forme indépendante et inter-syndicale pour faire levier dans ce sens.



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la révolution d'octobre

de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La LIT a actuellement des sections dans 19 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Le Pacte pour l'Euro, une déclaration de guerre contre les travailleurs européens

Le 27 juin passé, le « Pacte pour l'Euro » a été approuvé par le parlement européen pour « répondre à la crise et augmenter la compétitivité de l'Europe ». Derrière ce pacte se cache la seule issue à la crise que la bourgeoisie entend imposer : un plan d'attaques sans précédent contre les travailleurs, coordonnées à l'échelle du continent.

La réponse de la bourgeoisie à la crise

Depuis 2008, le capitalisme est entré dans une crise économique aiguë qui commence par un choc financier brutal. Des centaines de banques et de compagnies d'assurance sont menacées par la faillite ; les gouvernements décident de les « renflouer » à l'aide de dizaines de milliards d'argent public. La crise s'accompagne d'une chute de la production et l'augmentation du chômage. En Europe, les gouvernements appliquent des mesures sociales exceptionnelles : encore des avantages fiscaux pour le patronat, le « chômage économique » (l'Etat payant une partie des salaires à la place des patrons).

Dans la phase actuelle, les gouvernements au service des banques, des monopoles et des grandes entreprises européennes veulent résorber les déficits engendrés par ces mesures de crise. Ils veulent ainsi imposer des plans d'austérité drastiques qui attaquent de front les conditions de vie et les droits des travailleurs, privatisent les services publics, mènent les petites entreprises à la ruine, subordonnent les budgets nationaux aux dictâts des marchés financiers. Il s'agit d'un carcan juridique contraignant qui soumet tous les Etats aux décisions du FMI et du Conseil de l'Europe - dirigé par Merkel et Sarkozy - subordonnant ainsi les économies les plus faibles aux plus fortes : c'est le cas de la Grèce, de l'Irlande, du Portugal et même de l'Espagne. Les premiers bénéficiaires sont les banques et entreprises allemandes et françaises. En fait, il s'agit d'assurer la stabilité économique de la zone euro en garantissant aux banques le remboursement de leurs prêts en faisant payer la note aux travailleurs.

Les mesures les plus importantes du Pacte

- « Favoriser la compétitivité » de l'Union européenne et de la zone euro. Compétitivité signifie mise en concurrence des travailleurs entre eux. La décision est claire : il s'agit

de baisser les salaires. Le pacte spécifie : » *Pour évaluer si les salaires évoluent en fonction de la productivité, les coûts salariaux unitaires seront suivis, par comparaison avec l'évolution dans d'autres pays* ». Les gouvernements « passeront en revue la fixation des salaires, et si nécessaire, le degré de centralisation du processus de négociation collective et les mécanismes d'indexations ». Le rouleau compresseur européen va pouvoir mettre des bâtons dans les roues de nos négociations collectives.

- « Favoriser l'emploi », en diminuant les coûts de la main-d'œuvre pour « faciliter » l'embauche, et



Pour les Indignés espagnols, le Pacte de l'Euro est «une mauvaise affaire».

les licenciements. C'est favoriser la flexibilité du travail, la disponibilité des travailleurs sur un marché de l'emploi déjà saturé, où la précarité devient la norme. Cela passe aussi par la réduction des cotisations sociales et fiscales pesant sur les entreprises (baisse d'impôts aux sociétés).

- « Viabiliser des finances publiques » par la reformulation à la baisse du système des retraites et des prestations sociales (sécurité sociale) ; repousser l'âge de la pension, réduire les préretraites, inciter à l'emploi des travailleurs âgés, recouper et privatiser les systèmes de santé et d'éducation publiques ; ainsi que la privatisation des grandes entreprises publiques ; par exemple,

actuellement en Grèce, c'est la quasi-totalité des entreprises publiques qui sont bradées afin de combler le déficit public.

- « Contrôle des déficits publics » : pour « renforcer la gouvernance économique » et ainsi assurer la bonne imposition des plans d'austérité, sont mises en place des mesures contraignantes. « Pour chaque pays, la Commission européenne a un droit d'avis sur les budgets, avant son adoption par les parlements nationaux, afin de s'assurer qu'ils sont compatibles avec les dispositions européennes et contribuent à leur réalisation. » Pratiquement, « les programmes nationaux de réforme et les programmes de stabilité doivent être présentés en avril et seront soumis au Conseil européen de juin », c'est le « semestre européen ».

L'application du pacte en Belgique

En Belgique, le premier ministre faisant fonction Yves Leterme a déclaré que le « paquet » sur la gouvernance économique était « très équilibré ». Afin de l'appliquer, il souligne que « Nous procéderons en octobre à une évaluation de la réforme du système des pensions qui a été décidée en 2005, avec le cas échéant un nouveau resserrement des critères de mise à la retraite anticipée ».

Mais le pacte s'exprime déjà dans l'Accord Inter-Professionnel, imposé par le gouvernement en affaires courantes, malgré les importantes protestations de la base syndicale. Cet accord impose une limitation aux augmentations salariales de 0 % pour 2011 et 0,3 % pour 2012. Cela signifie le gel, voir la baisse des salaires, l'index - censé rendre compte du coup de la vie - étant déjà totalement biaisé par l'absence du pétrole et la sous-valorisation de la part du logement. Un récent rapport de la Commission Européenne a par ailleurs déjà attaqué le système d'indexation des salaires et recommande à la Belgique de « réformer le système d'indexation, pour



s'assurer que la croissance des salaires reflète les développements de la productivité du travail et de la compétitivité ». C'est l'alignement sur la faible augmentation salariale allemande que le patronat tente d'imposer. Il est aussi prévu de rendre les licenciements plus rapides et moins coûteux en alignant, à la baisse, le statut des employés sur celui des ouvriers - préavis plus courts et chômage économique pour tous les statuts.

Enfin, après les télécommunications et l'énergie, marchés juteux dont le capital s'est accaparé en premier, c'est La Poste qui est aujourd'hui casi complètement privatisée. La même dynamique touche les chemins de fer, avec le dernier paquet ferroviaire dégradant encore plus les conditions de service et de travail, mais aussi l'éducation - avec le renforcement du processus de Bologne.

Les luttes des travailleurs

Ces plans d'austérité sont contestés de manière plus ou moins massive dans les différents pays où ils sont déjà appliqués. Et c'est particulièrement en Grèce que ces plans sont freinés, essentiellement par l'intervention décisive de la classe ouvrière à la tête de plus de dix grèves générales depuis le début de la crise, mouvement qui culmine avec la grève de 48h les 28 et 29 juin dernier. Les pressions européennes et mesures drastiques ont pour principal objectif de garantir les remboursements de la Grèce aux

banques allemandes et françaises, principaux créanciers de la dette publique grecque, même si pour cela il faut mettre à genoux la population et laisser le pays ruiné. L'Europe du capital veut pour la Grèce, un « *programme de privatisations et de valorisation du patrimoine foncier* (vente de terres et de bâtiments publics) *de 50 milliards d'euros* ».¹

La résistance à l'application des plans d'austérité avance aussi dans d'autres pays où les jeunes, la classe ouvrière et les secteurs populaires se soulèvent contre eux, comme le mouvement des indignés en Espagne et les grèves générales au Portugal.

Ainsi, ce qu'évaluent les « agences de notation », c'est bien plus que la situation macro-économique des pays, c'est la capacité des gouvernements à faire passer les coupes budgétaires au rythme voulu, et à assurer ainsi le remboursement des prêts. L'application de ces mesures dépendant de l'opposition populaire, c'est la dynamique de la lutte des classes, la perspective pour la bourgeoisie d'imposer sa sortie à la crise, qui est réellement évaluée.

Pour une issue ouvrière à la crise

Face aux brutales coupes dans les budgets sociaux et une exploitation accrue, nous devons nous battre pour une issue différente, une sortie ouvrière et populaire à la crise. Comme en Grèce et en Espagne, il est temps de dire clairement :

- Non aux paiements des dettes aux banques déjà totalement favorisées par les aides votées par les gouvernements, contrôle strict des mouvements des capitaux, nationalisation des systèmes bancaires.
- Non à la privatisation des services publics, re-nationalisation des services publics, sous contrôle ouvrier et des usagers.
- Non à la diminution des pensions, contre l'augmentation de l'âge de la retraite, plein emploi pour les jeunes.
- Défense des acquis sociaux et des services publics, pour un système de santé et éducation et logements sociaux, gratuit et avec accès pour tous.
- Répartition des heures de travail entre toute la population active avec maintien des salaires.
- Unification et coordination des luttes au niveau européen ; seules des mobilisations massives peuvent permettre d'annuler ces plans de superexploitation à l'échelle du continent.
- Organisation de journées européennes de luttes, incorporant chaque fois plus de secteurs de travailleurs, les jeunes et les secteurs populaires ; dans la perspective d'une grève générale européenne.
- Non à l'Europe du Capital ! Pour une Europe socialiste des travailleurs et des peuples !

Les Comités d'Action Europe

Avancer dans la mobilisation à la base et l'unification des luttes

En Belgique aussi des luttes ont lieu : dans l'éducation, dans le non-marchand, chez Kraft, etc. Mais toutes ses luttes restent isolées. Elles gagneraient une force bien plus grande si elles s'organisaient ensemble, avec un plan de mobilisation unifiant les différents secteurs et en front commun syndical.

Pour la LCT, les « Comités d'Action Europe » sont une bonne initiative en ce sens. Depuis quelques mois, se construisent à Saint-Gilles, Ixelles et Schaerbeek des comités de base réunissant des militants syndicaux, associatifs et politiques, au-delà des secteurs et des divisions syndicales. Ce type d'espaces en construction, démocratiques et autonomes, peuvent être des outils essentiels pour avancer dans la mobilisation à la base, le décloisonnement des secteurs, pour soutenir et unifier les

différentes luttes en cours, ainsi que celles à venir, contre les plans d'austérité proposés par le formateur Di Rupo. Nous appelons les travailleurs et les jeunes à participer dans ces comités, afin de répondre aux besoins concrets des travailleurs et du développement d'organismes de luttes démocratiques. Nous saluons l'engagement de dirigeants syndicaux dans ces efforts pour dépasser les limites des luttes locales, un exemple à suivre. Nous devons exiger de nos directions syndicales à tous les niveaux d'informer et de mobiliser largement dans les entreprises et lieux de travail pour préparer un grand plan national de lutte contre les mesures imposés par le gouvernement et les patrons sous la houlette de « l'Europe ».

La Grèce est la pointe de l'iceberg de la crise de l'Europe impérialiste

Les événements récents en Grèce sont un avant-goût et une menace de ce qui pourrait arriver dans toute l'Union européenne (UE) en raison de la crise économique internationale commencée en 2007. Bien que l'épicentre de la crise se situait initialement aux Etats-Unis, l'UE a sans aucun doute été le pôle impérialiste le plus affecté par la crise qui met à l'épreuve toutes ses contradictions.

Voici une Déclaration de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale, publiée comme le Supplément de juillet 2011 à sa revue Courrier International.



Les objectifs de la création de l'UE

L'UE est née dans la décennie de 1990, à travers divers traités internationaux, comme continuation et approfondissement de la Communauté Economique Européenne (CEE), créée en 1957. Elle comprend actuellement 27 pays. En son sein a été créée en 2000 la dénommée « zone euro » : 17 pays qui ont adopté l'euro comme monnaie commune contrôlée par la Banque Centrale Européenne (BCE).

L'UE, loin d'être une « union égalitaire de pays » qui devait permettre « le progrès et le bien-être de ses peuples », s'est constituée en réalité avec deux objectifs très clairs. Le premier était de défendre un « espace impérialiste européen » contre les Etats-Unis. Le deuxième, associé au premier, était de coordonner les forces de ces bourgeoisies impérialistes pour attaquer et commencer à liquider les acquis sociaux

du dénommé Etat-providence, obtenus par les travailleurs européens après la Seconde Guerre mondiale, quand les capitalistes ont été contraints de faire des concessions majeures, face au risque de tout perdre avec la révolution socialiste qui avançait de l'Est.

Une union d'inégaux

Dans l'UE et dans la zone euro se sont réunis des pays avec un développement économique et productif très inégal (par exemple, l'Allemagne et la Grèce). En ce sens, les grands bénéficiaires ont été les grandes puissances (l'Allemagne et la France), en particulier leurs grandes entreprises et banques qui pouvaient déployer leurs affaires et investissements sans contraintes majeures.

Les pays plus faibles, comme le Portugal, l'Irlande, la Grèce et même l'Espagne, ont subi un processus

important de désindustrialisation (avec la disparition ou la réduction extrême de branches telles que l'acier ou la construction navale), de réduction des secteurs « non concurrentiels » de l'agriculture (qui en réalité ont dû rivaliser avec les énormes subventions aux agriculteurs en Allemagne ou en France) et de pénétration et domination croissante de leurs marchés bancaires et financiers.

Durant la dernière période de boom économique mondial (2002-2007), ce développement différencié a été masqué par les recettes que les pays les plus faibles ont perçus pour le tourisme, le commerce et les transports, et par le développement de la construction. Le circuit de revenus-dépenses en euros accumulait des contradictions mais se maintenait toujours « en équilibre ». L'économie de l'Etat espagnol jouissait même d'une expansion et d'une forte

croissance, grâce au rendement de ses investissements en Amérique latine. Mais la crise a interrompu ce circuit, fictif en grande partie, et les contradictions se sont étalées au grand jour.

Cette relation de domination, des pays impérialistes les plus faibles par les plus forts, n'est pas nouvelle dans l'histoire. Dans son célèbre ouvrage sur *l'Impérialisme*, Lénine a déjà souligné, par exemple, que le Portugal était en même temps une puissance coloniale et un pays totalement dépendant de l'Angleterre. La création de l'Union européenne et de la zone euro a approfondi ce type de relations qui maintenant, avec la crise, arrivent à de nouvelles limites.

La crise des dettes publiques

La crise économique internationale a touché l'économie européenne dans son ensemble et a diminué les revenus en euros des pays les plus faibles. Les Etats ont commencé à sur-emprunter, que ce soit pour aider directement les banques ou pour faire face au paiement des dettes publiques qui ont augmenté rapidement lors de chaque refinancement à cause du coût de l'intérêt grandissant chaque fois, dans la mesure où la qualification des créances s'aggravait. (Les obligations grecques et irlandaises sont considérés maintenant comme « junk », le point le plus bas de l'échelle).

Cela a conduit à des situations de « défaut de paiement », à savoir, l'incapacité des Etats à répondre de leurs dettes, et par la suite, à la nécessité de « paquets d'aide » de l'UE et du FMI pour couvrir ces « soldes en rouge » et éviter la faillite. En retour, il y a eu l'exigence de plans d'ajustement très durs et continus qui réduisent les salaires et les pensions de retraite, augmentent les impôts sur la population, attaquent la santé et l'éducation publiques, imposent les privatisations, et ainsi de suite. En réponse, la lutte des peuples contre de telles mesures commence, ce qui accentue encore l'« instabilité » pour la bourgeoisie.

La seconde crise de l'euro

La crise grecque et son évolution est un processus qui n'affecte pas uniquement ce pays. Ce n'est même pas une crise qui est confinée aux pays PIG (Portugal, Irlande, Grèce). En analysant la crise grecque, l'hebdomadaire britannique *The Economist* définit une « deuxième vague de crise de l'euro » depuis 2008, car la Grèce n'est que la partie la plus visible d'une crise continentale. En Grèce, et dans la façon de résoudre la situation dans ce pays, se joue le sort d'une construction (le système euro) qui a exigé plus de 50 ans de travail pour la bourgeoisie impérialiste européenne.



Un appel à la grève générale, affiché sur le bâtiment du ministère des finances

Il s'agit d'une « crise européenne » pour trois raisons. La première est la rigidité de l'ensemble du système monétaire. L'existence d'une monnaie et autorité internationale communes fait que les pays membres de la zone euro ne peuvent pas avoir une politique monétaire capitaliste propre (telle qu'une forte dévaluation de la monnaie nationale) sans rompre avec l'euro. A son tour, toutes les mesures « anti-crise » de l'autorité monétaire européenne représentent, en fait, une « intervention » et une « imposition » sur les pays concernés. En même temps, la crise dans un pays membre, même un petit, devient dans la pratique une crise de l'euro dans son ensemble.

Deuxièmement, le système bancaire grec est aujourd'hui largement contrôlé par des capitaux étrangers,

principalement allemands et, en second lieu, français et américains. En d'autres termes, une défaillance de l'Etat et du système financier grecs (comme en Argentine en 2001) aurait des conséquences très graves sur tout le système financier européen et mondial.

Troisièmement, bien que la chaîne impérialiste menace de se couper dans le maillon le plus mince (les PIG), la crise financière et économique a également pénétré très profondément des pays plus grands comme l'Espagne (considéré comme la limite de la « taille » que l'UE pourrait « aider ») et l'Italie (qui vient de subir une attaque spéculative à laquelle le gouvernement Berlusconi a répondu en votant un plan d'ajustement très dur, en accord et en unité totale avec l'opposition au parlement). Même des puissances beaucoup plus fortes, comme la Grande-Bretagne et la France, sont obligées de mettre en œuvre des plans « d'austérité ». Si la chaîne de l'UE et de l'euro se rompt en Grèce, « l'effet domino » vers d'autres « maillons » pourrait être très rapide. Et comme disait un ancien Prix Nobel d'économie, Paul Krugman, des Etats-Unis, la chute de l'euro serait « une catastrophe » pour l'économie et les finances du monde entier.

Le Pacte de l'euro

Mais les bourgeoisies européennes, en particulier celles de l'Allemagne et de la France, sont prêtes à défendre jusqu'à la fin l'euro et son espace impérialiste, à leur profit. Le 27 juin a été ratifié à Bruxelles (siège de l'UE) le dénommé « Pacte de l'euro », un texte signé par 17 chefs de gouvernement de la zone euro pour « répondre à la crise et accroître la compétitivité de l'Europe ».

Mais pour ce faire, ces bourgeoisies seront contraintes d'avancer décidément à deux égards. D'une part, l'asservissement des pays les plus faibles en imposant -en échange d'une « aide » financière - des mesures et des conditions de contrôle similaires à celles des pays d'Amérique latine dans les années 1980 et 1990. Par exemple,

le président de l'Euro-groupe, Jean-Claude Juncker, a déclaré explicitement que la Grèce aura sa souveraineté « extrêmement limitée » suite au plan d'ajustement approuvé pour débloquent les fonds de l'UE et le FMI.

Deuxièmement, elles devront attaquer de plus en plus frontalement et sans médiation, les conquêtes, les conditions de vie et les droits des travailleurs. A cet égard, la Grèce est le fer de lance des programmes d'ajustement qui s'appliquent sur tout le continent. Actuellement, le système capitaliste impérialiste ne peut déjà plus garantir le maintien du moindre de ces acquis (conventions salariales, conditions de travail, pensions de retraite décentes, santé et éducation publiques de qualité, etc.). Il doit les détruire pour défendre ses profits et décharger le coût de la crise sur le dos des travailleurs et du peuple.

Les contradictions inter-impérialistes

Les banques, doublement responsable de la situation actuelle, sont ceux qui exigent, particulièrement, des sacrifices des pays faibles et des peuples de l'Europe dans son ensemble. Mais cela commence à provoquer des divisions au sein des bourgeoisies impérialistes européennes.

Alors que le sommet de l'UE et de la BCE défendent la position des banques, la chancelière allemande Angela Merkel a présenté la position que les banques assument une partie du coût des paquets « d'aide » (finalement destinés à « les sauver ») et donc de réduire un peu l'impact populaire. Merkel exprime sûrement une double pression : celle de la bourgeoisie industrielle en Allemagne, qui veut éviter une nouvelle récession et veut faciliter les exportations, et celle de l'électorat allemand, qui s'oppose à que son Etat contribue à des fonds pour ces programmes d'aide. En même temps, elle craint les réactions populaires que ces paquets « sauvages » peuvent causer. Les gouvernements de la France et de l'Espagne se sont alignés sur les positions plus dures de la BCE et reflètent probablement l'implication étroite de leurs grandes banques avec les dettes des PIG. En tout cas, ces divisions ajoutent encore plus d'instabilité à une situation déjà explosive.

La crise s'accélère

Les bourgeoisies des pays plus faibles, comme la Grèce, sont prêtes à courber l'échine, afin de défendre les miettes qu'elles reçoivent de l'exploitation des travailleurs, même si cela représente un net recul de leur pays et l'obligation de décharger des attaques brutales contre leurs travailleurs et leurs peuples.

Aucun pays européen n'est bien placé pour « aider » un autre. Derrière la poudrière grecque se trouvent, dans la queue, le Portugal, l'Irlande, l'Espagne, l'Italie, l'Angleterre... Ils ont déjà épuisé toutes les munitions de soutien de l'Etat en 2008-2009. Les Etats-Unis eux-mêmes subissent leur propre crise économique et politique, et le risque de défaut de paiement... quelque chose d'inimaginable dans le passé.

Mais si les bourgeoisies acceptent de courber l'échine, les travailleurs et le peuple ne semblent pas disposés à le faire. Dans le cas grec, la résistance date de plus de deux ans et prend un caractère héroïque : plus d'une douzaine de grèves générales auxquelles s'est ajoutée désormais l'occupation des Places, suivant le style égyptien ou espagnol.

Si les travailleurs et le peuple grec sont à l'avant-garde, il est clair que la résistance commence à se propager à travers le continent. Il y a la lutte des travailleurs et de la jeunesse en France contre Sarkozy l'année dernière ; les manifestations de la « Geração à rasca » (génération perdue) au Portugal ; les indignés en Espagne ; la puissante grève générale des fonctionnaires et des enseignants en Angleterre...

Ces luttes provoquent usure et crise des gouvernements qui exécutent les plans, qu'ils soient de droite ou de « gauche ». Et dans la mesure où la lutte continue, ce sont les régimes eux-mêmes qui commencent à entrer en crise, après avoir épuisé les médiations politiques qui cherchent à la détourner et à la freiner. En Grèce, l'usure du gouvernement social-démocrate du Pasok s'accélère, sans que la droite (Nouvelle Démocratie) puisse se remettre de sa défaite électorale en 2009. Et les députés des deux parties ont dû être protégés par des cordons de policiers pour voter ensemble au Parlement les mesures du dernier paquet. C'est aussi



une usure de régimes qui se manifeste quand les jeunes du Portugal et de l'Espagne exigent une « démocratie réelle » et dénoncent le profond lien de ces régimes politiques et de leurs partis avec leurs bourgeoisies impérialistes.

Il y a des inégalités. La situation n'est pas la même en Grèce qu'en Allemagne, où le prolétariat le plus puissant d'Europe n'est pas encore entré en scène avec force, même s'il y a eu de grandes manifestations contre les centrales nucléaires, et que le gouvernement Merkel subit aussi les conséquences de la crise en Europe avec la chute de son prestige politique.

En d'autres termes, les bourgeoisies européennes doivent appliquer les pires plans d'ajustement et exécuter les attaques les plus dures depuis des décennies contre leurs travailleurs et leurs peuples, et cela non dans un cadre de tranquillité, mais avec une forte résistance et une crise politique croissante où elles s'enlisent, même si elles parviennent à faire voter ces paquets au parlement, réalimentant la crise économique continentale et internationale.

Quelle est l'issue ?

Malgré une résistance de plus en plus forte contre les plans d'ajustement, en particulier en Grèce, les travailleurs et les jeunes européens ne perçoivent pas une issue à la crise. Il en est ainsi parce que les directions politiques et les directions syndicales bureaucratiques des travailleurs, même quand elles sont forcées d'appeler à des grèves générales et des manifestations, empêchent la mise en oeuvre de vrais plans de lutte, qui non seulement combattraient les plans d'ajustement mais qui pourraient aussi vaincre les gouvernements qui les appliquent, dans la perspective d'imposer des gouvernements ouvriers et populaires avec des programmes au service des travailleurs

et du peuple, et non au service des banquiers et des monopoles. En même temps, ces directions divisent les luttes, pays par pays, alors qu'elles sont dirigées contre un ennemi commun, l'UE et ses politiques ; de cette façon ils affaiblissent les luttes.

Cette politique des directions majoritaires des travailleurs a un cadre de fond : la défense de l'UE et la zone euro. Cette position est partagée par d'autres courants situés plus à gauche, comme le Bloc des gauches (BE) au Portugal, pour lequel il s'agit de créer au sein de l'UE « *des alternatives pour une politique de création d'emplois et de décision démocratique contre la spéculation financière* » et d'élaborer « *un programme viable de luttes* » pour « *une nouvelle architecture de l'UE* ». En d'autres termes, il s'agit de « réformer » l'UE pour la rendre « plus humaine ».

Toutes ces tendances se rangent derrière leurs bourgeoisies impérialistes, parce qu'ils disent aux ouvriers, ouvertement ou implicitement, que si les plans d'ajustement et leurs conséquences sont un « médicament amer », il serait bien pire de quitter l'UE ou d'abandonner l'euro.

La crise capitaliste a forcé l'UE à montrer son vrai visage d'une construction au service de l'impérialisme allemand (et à ses côtés, le français), au profit de leurs banques et multinationales, en soumettant étroitement à la vassalité des pays comme la Grèce, le Portugal, l'Irlande et l'Espagne, et en attaquant fortement les travailleurs du continent. Il n'y a aujourd'hui plus de marges pour l'habillage démagogique du « modèle social européen », ni pour des « jeux démocratiques » sur qui va décider les plans d'ajustement, sur où ils vont être décidés. Il n'y a aucune possibilité de « réformer » l'UE pour la rendre « plus humaine », tout comme il n'existe aucun moyen de le faire avec le capitalisme impérialiste dans son ensemble.

Par conséquent, la Grèce, le Portugal et l'Irlande ne peuvent être sauvés de la catastrophe que s'ils déclarent la non-reconnaissance de leur dette publique, rompent avec l'UE et adoptent des mesures drastiques telles que l'expropriation des banques, la nationalisation des industries stratégiques sous contrôle ouvrier, l'échelle mobile des heures de travail pour que tous travaillent, et l'établissement du monopole du commerce extérieur. C'est

un programme qui sera également à l'ordre du jour, dans un futur de plus en plus proche, pour d'autres pays, comme l'Espagne et l'Italie.

Avec la LIT-QI, nous sommes pleinement conscients que les problèmes de la Grèce, du Portugal et de l'Irlande n'auront pas de solution isolément. Par conséquent, notre proposition ne signifie pas un retour à l'isolement « national » capitaliste d'antan, ni à ses monnaies, tel que proposé par différents courants d'extrême droite dans le continent.

A l'Europe du capital, représentée par l'UE et la zone euro, notre proposition oppose la lutte de l'ensemble les travailleurs du continent pour obtenir **leur propre unité sur base d'une issue ouvrière et populaire**, dans la perspective de la construction des *Etats-Unis Socialistes d'Europe*.

C'est une tâche énorme mais essentielle qui doit d'urgence être accompagnée, dans le processus vivant de la lutte, de l'émergence et la construction de nouvelles directions syndicales et politiques, basées sur l'indépendance de classe du mouvement ouvrier par rapport à toutes les variantes de la bourgeoisie et ses gouvernements.



Pour un véritable plan de lutte maintenant !

Le « Groupe SNCB » connaît ces derniers mois de nombreuses attaques sur des fronts de plus en plus variés. Cependant, on observe à l'arrière plan un processus récurrent et symptomatique : celui de la libéralisation, de l'émiettement de la société avec la création de filiales, qui se termine par la privatisation.

Autant les cheminots affirmaient lors de la lutte pour sauver B-Cargo que le fret est le « laboratoire » de la libéralisation, autant la situation actuelle dans ce secteur donne un avant goût amer de ce que l'Europe capitaliste veut nous imposer... Les gares de triage de Ronet, Gent Zeehaven, Genk et de Saint-Ghislain sont officiellement en passe d'être fermées tandis que celle de Monceau est menacée. En plus des 400 emplois statutaires que cela représente, 600 autres seraient perdus dans les ateliers marchandises. Les contractuels engagés par la filiale n'ont plus de sécurité d'emploi, ni de pension de cheminot et perdent entre 15 et 20 jours de congé par an. Voilà en quelques mots les conséquences directes de la libéralisation, six mois à peine après la dislocation de B-Cargo, devenu filiale de droit privé.

Le projet européen

Après un processus d'ouverture au marché qui a débuté en 1991, la Commission européenne prépare un ensemble de directives avec l'intention de donner un coup fatal aux chemins de fer publics européens. Celles-ci prévoient premièrement la scission absolue entre le gestionnaire de l'infrastructure (Infrabel) et « l'opérateur ferroviaire » (SNCB) afin de permettre à toute entreprise privée de venir concurrencer la SNCB (en s'octroyant bien entendu les voyages les plus rentables). Cette scission est une condition préalable à la libéralisation du transport de voyageur national prévue à l'horizon 2014. La scission actuelle, bien que partielle, est déjà source de problèmes de communication et responsable de nombreux retards de trains. Deuxièmement, tous les services de l'infrastructure (ateliers, gares, terminaux, ...) devraient être accessibles aux opérateurs privés aux « conditions du marché ». Autrement dit, les conditions de travail et le Statut dans l'infrastructure également sont visés. Les Directives privilégient également les partenariats public-privé (PPP). Les investissements seraient donc partiellement privés, ce qui suppose notamment une surtaxe sur le billet comme

celle que l'on connaît pour aller à l'aéroport de Bruxelles. Quatrièmement, pour ne pas gêner l'activité des opérateurs privés, un service minimum serait introduit au sein de l'infrastructure. D'autre part, sous prétexte d'un assainissement financier, les cheminots et les usagers devraient accepter dès aujourd'hui des mesures d'économie qui détruisent progressivement la société et le service public (fermeture de guichets et de points d'embarquements, suppression de trains, augmentation du prix du billet, suppression des accompagnateurs dans des « light train », etc.).

A l'instar des Dockers qui ont su venir à bout des intentions de libéralisation européenne, construisons le rapport de forces par l'action et la mobilisation.

Dans un contexte de crise économique, le Capital a besoin de s'ouvrir de nouveaux marchés et de nouvelles opportunités de profit. Pour ce faire, de leur point de vue, il s'agit de gérer la transition entre la possibilité de reprise des activités par le privé, avec une destruction progressive des sociétés publiques. Dans ce sens, la comparaison de la SNCB avec la faillite organisée de la Sabena n'est pas exagérée. Comme dans le secteur financier, la nationalisation des pertes et la privatisation des profits se confirme de manière évidente, aussi dans les chemins de fer.

Notre orientation pour la lutte

Face à cette politique de privatisation qui entame un virage décisif, nos tâches pour y résister sont tout aussi énormes qu'urgentes. Nous proposons ici quelques orientations afin de fortifier le débat et le mouvement ouvrier :

Nous rejetons toute libéralisation et toute filialisation, qui sont les prémisses des privatisations. Nous nous battons pour une société de chemin de fer unitaire, 100% publique, gérée

démocratiquement par les cheminots et les passagers !

Contre toute politique patronale de division et de concurrence entre les travailleurs, nous exigeons avec les contractuels (internes et externes) des conditions de travail identiques à celles des statutaires.

Nous défendons bec et ongle le droit de grève, contre toute imposition d'un service minimum. Ce ne sont pas les grévistes qui prennent les voyageurs en otage mais la Direction, en détruisant le service public. Cheminots-usagers, solidarité et unité dans la lutte !

On assiste à un foisonnement des employeurs, une diversité des conditions de travail et des syndicats sur un même lieu de travail. Contre toute guéguerre entre syndicats et entre travailleurs, organisons la lutte ensemble à la base.

Dans la lutte, qui est inévitablement européenne, nous devons chercher à multiplier les contacts et les actions unitaires à travers les frontières.

Le Bureau exécutif national de la CGSP-Cheminots de fin mai a refusé sans débat tout préavis de grève nationale jusqu'en septembre et les négociations de l'accord social 2011-2012 se font dans le plus grand secret. Malheureusement il faut se rendre à l'évidence que les sommets syndicaux n'ont pas l'intention d'organiser le combat et sont de fait à la botte des patrons. La lutte pour la défense du service public est intimement liée à la lutte pour se réapproprier nos syndicats ! Défendons immédiatement la démocratie interne : doit à la parole, droit au vote, droit à l'information, etc. !

A l'instar des Dockers qui ont su venir à bout des intentions de libéralisation européenne, construisons le rapport de forces par l'action et la mobilisation. Exigeons des instances syndicales d'organiser un vrai plan de lutte contre le projet de refonte ferroviaire et pour des chemins de fer publics et unitaires. Multiplions les actions de la base dans ce sens !



Les indignés

Presse Internationale a posé quelques questions à des représentants de Corriente Roja qui participent activement au mouvement des Indignés à Barcelone.

Presse Internationale : *Comment est né le mouvement du 15 mai ?*

Corriente Roja : Le mouvement du 15 mai a les mêmes causes que la « Geração à Rasca » (génération précaire) au Portugal. Depuis le début de la crise, la situation des jeunes s'est considérablement détériorée. La jeunesse est confrontée à un chômage massif, un jeune sur deux ne trouve pas de travail et pour ceux qui en trouvent, c'est la précarité extrême avec des salaires de misère. A cela il faut ajouter les coupes dans les services publics et les privatisations, l'impossibilité d'accéder à un logement, etc.

Le 15 mai a éclaté un malaise accumulé qui a donné lieu à la mobilisation la plus massive depuis la grève générale du 29 septembre. A Madrid, certains manifestants ont décidé de camper sur la *Plaza del Sol* pour poursuivre la protestation (une référence claire à la place Tahrir égyptienne). L'expulsion par la police nationale a eu un effet d'appel d'air et a fait que les campements se sont multipliés dans tout le pays : Barcelone, Séville, San Sebastian... A partir de ce moment, les places publiques sont devenues des outils pour organiser la lutte. Il est difficile d'estimer combien de personnes sont passées par les places, mais il est clair que, pendant les premières semaines, tous les jours, des familles avec des enfants, des travailleurs et même des personnes âgées fréquentaient les places pour manifester leur appui et leur solidarité.

PI : *Quels sont les aspects les plus importants du mouvement ?*

CR : Tout d'abord, c'est la première mobilisation qui réussit à incorporer une partie importante de la jeunesse et des classes moyennes et qui met en cause la paix sociale signée par le gouvernement, les patrons et la bureaucratie de CCOO et UGT.

Les gens montrent leur indignation et leur colère contre le gouvernement, le régime, le PP et le PSOE, la bureaucratie syndicale et le système capitaliste, avec un accent particulier sur les banquiers. Le 15 mai a aidé beaucoup de gens à commencer à comprendre

l'état critique de la situation et la possibilité de se battre.

L'internationalisme a été un autre facteur présent, depuis la revendication des mobilisations en Egypte, en Grèce, en Islande, jusqu'aux messages de soutien et de solidarité à travers le monde (y compris avec des campements).

PI : *Quelle influence ce mouvement a-t-il eu sur les élections régionales et municipales du 22 mai ?*

CR : Résumer les élections comme un « virage à droite » de la société espagnole est une caricature de la réalité. Le gouvernement et le PSOE ont été punis pour leur politique de réformes et de coupes sauvages et leur entière disponibilité à se sacrifier pour sauver les intérêts de leurs maîtres : les patrons, la banque, l'UE et le FMI. Pour

De nombreux militants ont émergé à la chaleur du 15 mai, et pour faire pencher la balance en faveur des travailleurs et des étudiants, il faut s'organiser avec eux et unifier les luttes.

le PP, il suffisait de se taire et de ne pas dire qu'ils feraient exactement la même chose, pour capturer une partie du vote mécontent.

Mais s'il faut souligner quelque chose, c'est que les campements les ont éclipsés presque entièrement. Le bras de fer maintenu avec la Junte électoral, qui a menacé d'expulser les campeurs parce qu'ils « conditionnaient le vote », a fait que ces derniers ont gagné en nombre. Les professionnels de la politique de tout bord ont dit qu'ils « comprenaient » les manifestants ou « s'identifiaient » avec eux, mais ils n'ont pas pu s'imposer aux huées et à la colère qui émanaient des places.

En un mot, les campements ont été, sans aucun doute, les meilleurs meetings électoraux de fin de campagne. Et ils montrent que, vienne qui vienne à occuper les sièges, la mobilisation et la lutte sans relâche contre les plans

d'ajustement du gouvernement sont la seule chose dans laquelle on peut faire confiance.

PI : *En tant que Corriente Roja, quelles perspectives voyez-vous à ces mobilisations ? Celles-ci ont-elles fait le lien avec celles des travailleurs ?*

CR : Bien que durant ces derniers jours, les campements soient venus un peu à bout de souffle à cause de l'absence d'un plan de luttes unifié avec des revendications concrètes, on peut dire qu'une nouvelle étape vient de s'ouvrir. Beaucoup de jeunes sont descendus dans la rue et ont participé pour la première fois à des assemblées ou des manifestations. Et même si les campements prennent fin, les attaques de la part du gouvernement central et des régionaux ne cessent pas et les choses vont s'empirer. L'alternative est claire : nous nous battons ou ils vont nous écraser.

Comme *Corriente Roja*, nous pensons qu'on ne peut pas en rester là, il faut étendre le mouvement aux travailleurs. Des points très progressistes dans ce sens ont été adoptés sur les places : la défense de l'emploi pour tous, les 35h par semaine, la récupération des services publics, la nationalisation des banques, le non-paiement de la dette... mais à part d'incorporer des secteurs qui sont déjà en lutte, il faut un plan d'action unifié avec à l'horizon une autre grève générale.

En ce sens, une nouvelle manifestation est convoquée, au niveau de l'Etat Espagnol (et dans d'autres pays), pour le 19 juin, et de son succès dépendront en grande partie les prochaines étapes.

PI : *Pourquoi Corriente Roja soutient-elle ces manifestations ? Et comment ?*

CR : Il est inconcevable de ne pas y être. Nous comprenons qu'il faut construire un mouvement puissant, combatif, de base et démocratique pour faire face aux attaques du capital. De nombreux militants ont émergé à la chaleur du 15 mai, et pour faire pencher la balance en faveur des travailleurs et des étudiants, il faut s'organiser avec eux et unifier les luttes. Et la seule manière d'y arriver est de participer, jour après jour, au mouvement.

Egypte : Une révolution en marche

Une délégation de Brésiliens a participé à la Conférence de solidarité avec la Révolution arabe qui a eu lieu du 3 au 6 juin dernier en Egypte. Travesso Dirceu, représentant de Conlutas CSP, Clara Saraiva, pour ANEL (Association nationale d'étudiants - Libre), et Gloria Ferreira, du PSTU, faisaient partie de la délégation. Ce texte est un récit de Gloria et Clara sur la situation en Egypte, publié comme le Supplément de juin 2011 à la revue Courrier International de la Ligue Internationale des Travailleurs.

Les vents de la révolution soufflent toujours au Caire.

Les conversations avec des travailleurs et des militants ne laissent pas de doute que les vents de la révolution soufflent toujours en Égypte. Le processus qui a débuté le 25 janvier continue à poser, à tout moment, le dilemme de la révolution ou la contre-révolution.

La ville respire la révolution. Le Caire compte 7,9 millions d'habitants et 2 millions se trouvaient sur la place Tahrir lors du dénouement des grands événements de février. Ces chiffres sont clairs : la révolution a été faite par la force de millions de personnes dans la rue ; le chauffeur de taxi, le portier, le travailleur, l'étudiant, le jeune chômeur... tous étaient sur la place, ils ont vu la puissance des masses en mouvement, et ils savent qu'après le 25 janvier, le pays n'est plus le même. Ahmed, un jeune chauffeur de taxi à qui on a demandé ce qui a changé après la chute de Moubarak, répond catégoriquement : « Tout ».

La jeunesse à l'avant-garde

Cela fait un an maintenant que Khaled Saïd, un jeune de la classe moyenne, a été arrêté, torturé et tué par la police de la dictature de Moubarak. La population entière a été très touchée par cette terrible injustice, en se disant « *cela aurait pu être moi, ou mon fils* ». Khaled est devenu un symbole fort de la lutte et en 2010, des milliers sont descendus dans la rue avec sa photo : « *Nous sommes tous Khaled Saïd* ».

Pendant ce voyage, nous avons parlé avec beaucoup de jeunes, ces héros de la Révolution. Presque tous avaient déjà été détenus ou ont une histoire à raconter sur la répression subie à l'époque de Moubarak. Beaucoup ont même un ami qui a été tué. Lorsque nous sommes allés à l'université américaine du Caire, il y avait une exposition de photos d'étudiants tués pendant la Révolution.

Nous avons pu nous réunir avec des représentants du *Mouvement 6 Avril* qui, bien qu'ils n'aient pas un



La place Tahrir

programme socialiste et une stratégie claire de pouvoir, ont joué un rôle essentiel dans la Révolution. Ce sont des jeunes qui, en 2006, se sont organisés à partir d'une grève des ouvriers de Mahalla, au nord de l'Égypte, lorsque les travailleurs ont occupé l'usine. Ces jeunes, dont beaucoup d'étudiants, se sont identifiés avec la lutte des travailleurs et en ont compris l'importance pour affronter la dictature. Ils ont commencé à avoir une plus grande audience en 2007, via internet.

La Révolution

Ils nous ont fait un beau récit détaillé de la Révolution : « *Après la mobilisation en Tunisie, qui a fait tomber Ben Alí, combinée avec le rejet massif (une véritable haine) de la population envers la police de Moubarak, nous avons enfin vu le jour, ce 25 janvier. A la lumière de ces deux conditions, nous avons lancé un appel, lors d'une réunion au Syndicat des ingénieurs, pour un meeting le 25 janvier, un jour traditionnellement dédié par la police égyptienne à une commémoration institutionnelle. Quand nous avons lancé cet appel, nous étions loin d'imaginer à quel point cette date ferait histoire.*

La manifestation a été un succès et, dans différents endroits de la ville, plusieurs milliers de travailleurs et de

jeunes se sont rencontrés petit à petit. La marche chantait : "Venez, venez, venez nous rejoindre avec votre famille". Entre-temps, la police accentuait sa violence contre les manifestants et ceux qui les regardaient passer. Mais cela a provoqué l'effet inverse : toujours davantage de personnes dans la rue. » Des nouvelles arrivaient d'autres villes d'Égypte, où les places publiques et les rues étaient également occupées, ce qui donnait plus de confiance pour résister.

« *Nous pensions : "OK, nous avons une révolution. Que devrions-nous faire ?" Un demi million de personnes occupait la Place et les gens continuaient à affluer dans un même mouvement national unanime, avec de plus en plus de confiance que cela ne s'arrêterait qu'avec la chute de Moubarak.* » Il n'y avait qu'une seule conclusion à tirer : il s'agissait d'une révolution.

La répression s'est intensifiée considérablement. Des milliers de manifestants ont été arrêtés, certains ont été tués. Ces faits graves ont mené à encore plus de dévouement, avec la volonté de se battre jusqu'au bout. En plus, un sentiment d'égalité grandissait entre les participants : hommes

et femmes, musulmans et chrétiens, jeunes et vieux, tous ensemble étaient égaux et révolutionnaires.

L'auto-organisation des masses a alors commencé. Des commissions ont été formées pour assurer la sécurité, la nourriture et la propreté. Il y avait des millions de personnes, dans une harmonie inexplicable, qui vivaient en ce moment ce qu'ils cherchaient à construire pour l'avenir de leur pays. « *A ce moment, la place était l'endroit le plus parfait au monde* », nous explique un dirigeant.

Moubarak essaya de les démoraliser, en disant qu'il s'agissait d'un mouvement isolé de la place Tahrir, limitée aux jeunes. Il lança des menaces terribles, il mit internet hors service dans tout le pays afin d'éviter la communication par les réseaux sociaux. Les jeunes nous ont dit qu'en ce moment, ils ont discuté de la nécessité d'étendre la révolution aux travailleurs, et que cela a fini par être décisif. Les tentatives de Moubarak d'isoler la Révolution sur la Place Tahrir n'ont pas fonctionné : les travailleurs des usines et des entreprises se sont mis en grève, comme en témoigne l'arrêt du canal de Suez, économiquement si important pour l'impérialisme, pendant 3 jours. La Révolution n'a fait que se renforcer, jusqu'à la chute de Moubarak, le 11 février 2011.

Les nouvelles tâches

Un jeune militant pose des questions sur l'expérience brésilienne. Il présente le problème : « *Nous avons tous moins de 30 ans, et personne n'a jamais milité avant la dictature de Moubarak. Nous ne savons pas ce que c'est de militer ouvertement.* »

Un vaste processus de réorganisation politique et syndicale est en cours. Les grèves s'étendent dans tout le pays, il y a un vaste processus de mobilisation dans les universités contre les directions et les administrations locales, les militants discutent de la formation de syndicats, d'associations d'étudiants indépendantes et de partis politiques.

Cependant, même d'un point de vue démocratique, il y a encore de nombreuses tâches inachevées. L'armée dirige le pays, la même police est toujours dans les rues, les fonctionnaires de l'ancien régime n'ont pas été punis, les nouvelles règles exigent de

collecter 160 000 dollars pour pouvoir former un parti, et ainsi de suite.

Le chômage, la misère et la pauvreté sont toujours là.

Lorsqu'on l'interroge sur les conditions de vie, notre chauffeur de taxi disait : « Ah ! Cela continue comme avant. » Les conditions structurelles qui ont conduit à la révolution n'ont pas disparues : la crise économique, l'inflation alimentaire, le chômage et la pauvreté.

Un militant illustre ainsi la colère du peuple : « *Comprends-tu cela ? Un kilo de viande coûte environ 15 dollars ici. Des milliers d'Égyptiens ne connaissent pas le goût de la viande.* »

Le changement dans les conditions de vie de la population et la consolidation elle-même des acquis démocratiques dépendent de la rupture avec l'impérialisme et trébuchent contre les limites du capitalisme dans la région. Le gouvernement militaire, démontrant sa totale subordination à l'impérialisme, a signé récemment un accord avec le FMI qui prévoit un prêt de 3 milliards de dollars, une « aide », dit-on, pour « assurer la transition vers la démocratie et la liberté ».

En fait, le prêt est accordé sous la condition que le nouveau gouvernement maintienne l'Égypte sous les directives néolibérales et dans la ligne des recommandations du FMI, avec des mesures comme la privatisation, l'ouverture aux investissements étrangers et la libre circulation des capitaux.

La jeunesse continue le combat contre le gouvernement autoritaire.

Depuis le 25 janvier, les vendredis sont devenus des jours de protestation. Des manifestations, petites ou grandes, remplissent toujours la Place. Ce sont des jeunes travailleurs, des chômeurs, beaucoup d'entre eux récemment diplômés des universités et qui n'ont pas de perspective d'avenir. Le gouvernement de la junte militaire tente de contrôler leur mouvement et, si nécessaire, de le réprimer. Mais il fait face à toute une génération de militants qui se sont formés dans cette Révolution. Le gouvernement a réprimé une marche qui se dirigeait vers la frontière avec Gaza, en soutien aux Palestiniens, pour l'anniversaire de la Nakba.

L'armée, l'institution la plus forte du nouveau régime, a continué à

commettre toutes sortes d'abus et a été impliquée dans un scandale récent. Un officier de l'armée a déclaré qu'ils pratiquaient des « tests de virginité » aux militantes arrêtées lors des manifestations de la place Tahrir, afin de s'assurer qu'on ne les accuse pas de viol. Cette réelle agression contre les femmes a généré l'indignation parmi la population.

Les jeunes ont bien avancé dans leur organisation, y compris dans les quartiers et conjointement aux travailleurs. Au niveau des universités, des élections libres ont lieu pour la première fois dans l'histoire égyptienne, dans les centres universitaires et dans les syndicats des enseignants et des employés. Nous nous rendons compte qu'il y a là aussi, une grande méfiance envers le régime actuel, gouverné par les militaires.

Il y a quelques jours, un journal a publié un article faisant état de la possibilité de libérer Moubarak sans procès. Il y a eu une forte réaction d'écoeurement de la population, ce qui a obligé le gouvernement à déclarer que c'était une erreur du journal et qu'à partir de ce moment, la publication de chaque article serait soumise à son approbation. Ils continuent à avoir peur de la force des masses, et surtout du dévouement radical de la jeunesse égyptienne.

La contradiction : les masses ont encore confiance dans le gouvernement de la junte militaire.

La grande contradiction est que la plupart des gens ont des illusions concernant le gouvernement actuel. Le Conseil Supérieur des Forces Armées se présente comme faisant partie de la révolution du 25 janvier, alors qu'en fait, il fait partie de la contre-révolution. Ces gens ont soutenu le régime jusqu'à la dernière minute et ne l'ont abandonné que face à l'intransigeance des masses, quand il était impérieux de changer de cap pour maintenir l'ordre social. Mais cela n'est pas évident pour tout le monde : l'armée a un grand prestige dans le pays. Qui plus est, malgré sa propre crise face à la révolution, l'armée a cependant réussi à ne pas se diviser pendant le processus car, bien qu'elle ait été complice et ait autorisé l'entrée de la police sur la Place pour réprimer, ses troupes n'ont pas réprimé directement les manifestations.



C'était la police qui a attaqué ouvertement et a tiré sur les manifestants, ce qui explique pourquoi elle a été stigmatisée, a dû quitter la place et a été officiellement dissoute après la chute de Moubarak. Mais ses cadres ont été transférés à d'autres tâches et continuent à faire partie du dispositif répressif.

La situation du pays est donc complexe : il y a une énorme confusion dans la conscience des travailleurs concernant le gouvernement actuel dirigé par les forces armées, et un doute immense sur les perspectives d'avenir. Mais selon nos jeunes interlocuteurs, le peuple a une notion claire que la révolution a été faite par les travailleurs et le peuple et non par les militaires, bien qu'il s'attende à ce que l'armée

fasse la transition vers une démocratie et un vrai changement dans le pays.

Le récent référendum, concernant les réformes constitutionnelles proposées par le gouvernement, était un moyen de canaliser la révolution vers des petits changements constitutionnels qui donnent l'illusion qu'il y a un véritable changement dans leur vie. Le *Mouvement 6 Avril* a défendu de voter NON. On nous a dit que la grande majorité des jeunes ont voté NON, notamment au Caire. Les régions de l'intérieur, qui ont été moins touchées par la Révolution et reçoivent plus la propagande idéologique faite par l'armée, ont finalement poussé le résultat à 77 % pour le OUI.

« Révolution en Egypte : Oui ou Non ? »

C'est dans la jeunesse qui a participé aux manifestations que l'expérience a le plus marqué ; nous avons rencontré, par exemple, un jeune homme qui a écrit sur un mur en face de la Place Tahrir, « Révolution en Egypte : Oui ou Non ? ». Lorsque nous lui en avons demandé le sens, il a parlé de l'indignation face à tous les fléaux sociaux du pays et face au gouvernement militaire. Il voulait ainsi exprimer que la Révolution en Egypte n'était pas terminée, qu'il n'y avait pas tant lieu de faire la fête, que les bannières arborées sur la place Tahrir n'avaient pas encore obtenu satisfaction. Il a beaucoup critiqué le gouvernement actuel, affirmant que les conditions de vie de la population

Le n° 5 de

Courrier International,

la revue centrale de la LIT-QI, est dédié en grande partie à la Révolution arabe. Vous pouvez l'obtenir auprès du camarade qui vous offre ce journal.

Dans le contenu:

- Révolution et contre-révolution dans le monde arabe.
- Syrie : Qui soutient le dictateur ?
- La révolution libyenne en danger.
- L'invasion saoudite au Bahreïn : L'hypocrisie impérialiste mise à nu.
- La révolution arabe est entrée en Palestine.

Vous y trouverez aussi des articles sur d'autres thèmes d'actualité :

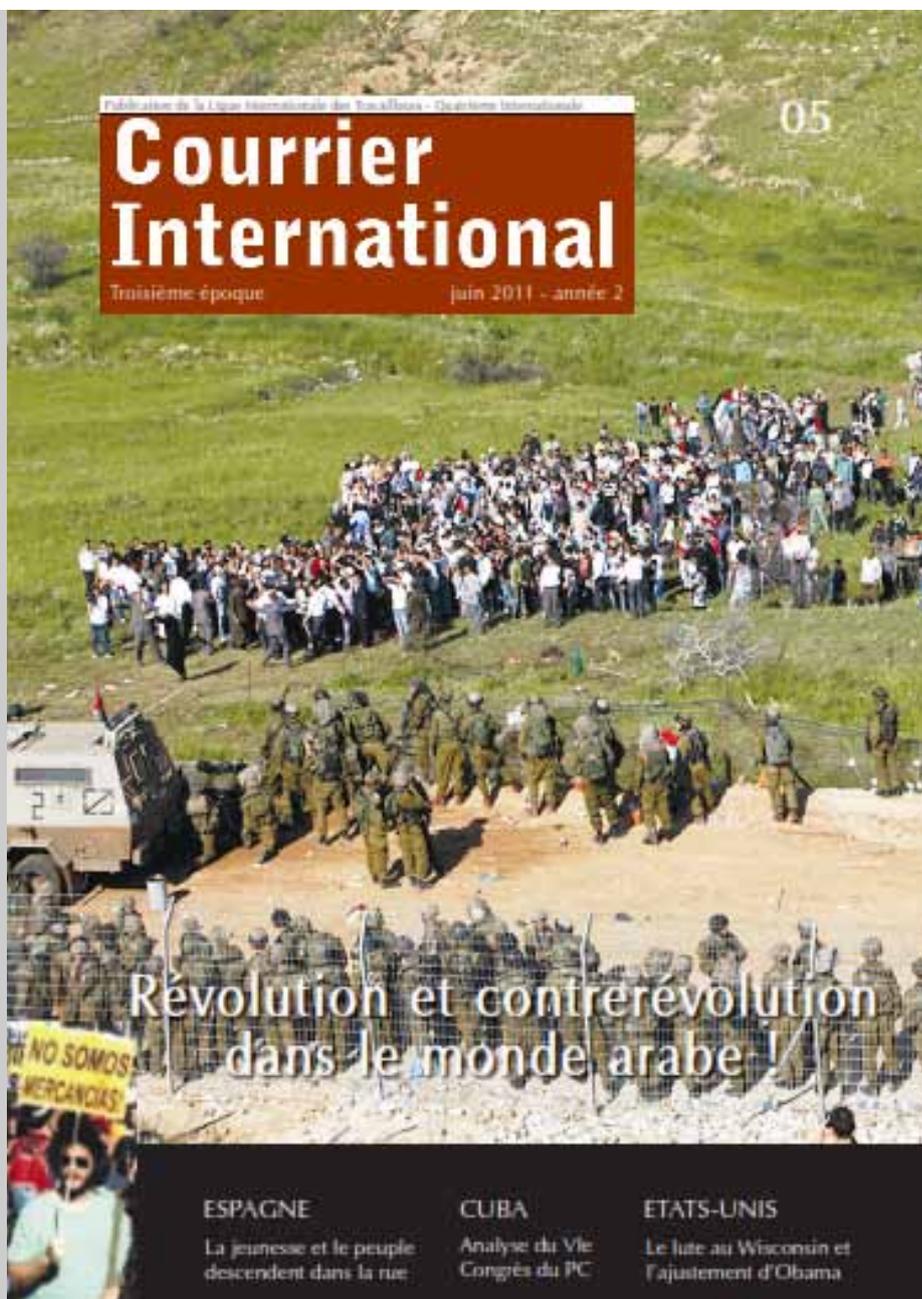
Un dossier sur l'intervention de la jeunesse dans la lutte révolutionnaire.

Un dossier sur la lutte en Europe, en particulier en Espagne, au Portugal et en Italie.

Un commentaire sur le VIe Congrès du PC cubain.

Une controverse à propos des accords entre Chavez et le nouveau Président de la Colombie, Santos.

Un article sur l'éveil de la classe ouvrière aux Etats-Unis.



n'ont pas changé. Il a déploré le fait que les manifestations n'aient plus la même force mais il a montré qu'il avait l'espoir qu'elles continueraient à réclamer des revendications économiques et sociales, en plus des démocratiques. C'est un architecte récemment diplômé, au chômage. Il était le visage de la Révolution. La critique du gouvernement a été un thème récurrent dans les conversations avec les jeunes : on peut dire que la jeunesse regarde avec méfiance le Conseil Supérieur des Forces Armées.

La jeune avant-garde de la révolution ne se sent pas représentée par les figures qui dirigent le pays. Le vendredi 27 mai, plusieurs organisations de

jeunes, dirigées par le *Mouvement du 6 Avril*, ont appelé à une journée de manifestations. Ils ont mobilisé environ 500 000 personnes, le plus grand meeting depuis la Révolution. L'exigence principale était le procès de Moubarak et l'installation immédiate d'un gouvernement civil.

Ce fut une grande mobilisation, malgré le boycott par les Frères musulmans qui, en conformité avec leur rôle de principal soutien politique du gouvernement et du Conseil Supérieur des Forces armées, se sont opposés aux manifestations.

Le meeting a montré que le processus révolutionnaire se poursuit et que les travailleurs cherchent leur chemin,

malgré leurs directions traditionnelles, et qu'ils sont en train de construire leurs propres organisations indépendantes. Le gouvernement des forces armées essaye de trouver le moyen de faire avorter ce processus, alors que les travailleurs et la jeunesse égyptiens sont conscients de la profonde mutation qu'ils ont provoquée : Moubarak est tombé. Les masses sont entrées en scène et se sont imposées avec une force impressionnante. Lorsque les travailleurs et la jeunesse s'unissent et se proposent de changer leurs vies, aucune force ne peut les arrêter.

« Kadhafi et Assad sont des dictateurs »

Il n'y a aucun doute chez les militants égyptiens que la révolution, commencée le 25 janvier en Egypte, n'a été possible que grâce à la victoire en Tunisie, avec le renversement de Ben Ali. Ils ont tout à fait conscience que les mobilisations dans tous les pays (Egypte, Syrie, Libye, Yémen, etc.) font partie d'un seul processus révolutionnaire dans l'ensemble du monde arabe. En plus de la prise de conscience que les manifestations font partie d'un même processus unique, il y a une identification claire entre les peuples arabes et leur culture. Cette identification a un aspect politique fondamental qui s'exprime dans le rejet de l'Etat d'Israël. Surtout chez les militants, et même pour un important secteur de la population, il y a un rejet énorme de l'Etat d'Israël et du rôle néfaste qu'il joue contre les Palestiniens. Ils savent que c'est un Etat complètement contrôlé et financé par l'impérialisme. Les révolutions ont donc nécessairement un contenu contre Israël et le génocide mis en oeuvre contre les Palestiniens.

Par conséquent, la question de la Palestine, combinée avec la conscience que toutes les manifestations font partie du même processus, ne laisse aucun doute sur le rôle de Kadhafi en Libye et d'Assad en Syrie : le même rôle que celui des autres dictateurs du monde arabe. A chaque réunion que nous avons eue en Egypte, les militants manifestaient très clairement que, pour construire et renforcer la révolution arabe, la lutte doit s'orienter contre ces dictateurs, et aussi contre l'impérialisme.

« Chavez n'est pas de notre côté »

Vu leur compréhension du rôle autoritaire de Kadhafi et Assad, tout comme des autres dictateurs de la région, les militants répudiaient aussi la position de Chavez et de Castro. Bien qu'ils soient une référence dans les révolutions en l'Amérique latine, l'impression que nous avons eu en parlant avec eux, était que la position de

soutien à Kadhafi et à Assad était une véritable limite de séparation des eaux: actuellement, il n'y a aucun espoir en Chavez ou Castro, ni aucune référence à eux.

Dans une réunion, où nous étions en train d'expliquer le processus actuellement en cours en Amérique latine, nous avons demandé à un camarade sa position sur Chavez. Il a répondu : « *Il est avec Kadhafi, il n'est pas de notre côté.* » Nous croyons que c'est la position majoritaire parmi les militants de gauche en Egypte.

Avec le rejet de ces dictateurs, les jeunes n'acceptent pas non plus l'intervention militaire impérialiste, et ils ne se trompent pas : son intérêt réside dans les ressources naturelles et l'assujettissement du pays. A partir de cette discussion, il était très simple de conclure que ni Kadhafi ni Assad ni d'autres dictateurs ne jouent aujourd'hui un rôle en termes d'amélioration des conditions de vie des travailleurs. Au contraire, ils sont tous du côté de l'impérialisme.

Nous avons eu l'impression qu'un secteur légèrement plus large de ceux qui ont participé à la révolution a tendance à accepter l'intervention de l'impérialisme, en disant : « *Les Libyens sont assassinés par les troupes de Kadhafi, il faut les soutenir.* » Cependant, ce positionnement n'est pas accompagné d'une confiance politique en l'impérialisme. Au contraire, ils connaissent les véritables intérêts de l'impérialisme et sa relation avec l'Etat d'Israël. Mais ils ont tendance à soutenir une intervention militaire, car ils craignent pour ce qui peut arriver au peuple libyen. Ils sous-estiment à quel point cette intervention impérialiste peut être néfaste pour les intérêts de la révolution. Mais à aucun citoyen de l'Egypte ne viendrait l'idée de soutenir Kadhafi. Par conséquent, la position de Chavez et de Castro n'a aucune audience dans le pays.

...suite de la dernière page

A bas l'impérialisme, pour le triomphe de la révolte arabe et de ses exigences

Les masses arabes doivent combiner la lutte contre le bombardement impérialiste en Libye et l'agression d'Arabie saoudite à Bahreïn, avec la bataille contre les dictatures. Tout cela avec la perspective nécessaire d'imposer des gouvernements disposés à expulser les multinationales et à nationaliser les principales ressources économiques, à commencer par le pétrole, non seulement pour réaliser leurs revendications démocratiques mais aussi pour garantir l'emploi, les salaires, le logement, la santé, l'éducation.

Mais les principales directions qui apparaissent, dans le « gouvernement provisoire » comme dans « l'opposition », sont en train de négocier ou ont déjà accordé avec l'impérialisme l'installation de régimes formellement « démocratiques », pour garantir la continuité du pillage du pétrole par les multinationales, les pactes de paix avec Israël, la continuité de la présence de bases militaires étasuniennes et les autres intérêts des puissances.

Par conséquent, **il est essentiel de progresser dans la construction d'une nouvelle direction politique, qui pose comme issue stratégique la prise du pouvoir dans chaque pays par les organisations ouvrières et populaires qui ont vu le jour dans la lutte, afin de construire une Fédération de républiques socialistes arabes et du Moyen-Orient.** Des organisations qui mènent à bien l'expropriation des multinationales et la mise en œuvre de plans pour répondre aux besoins des travailleurs et des secteurs populaires.

Un aspect clé de cette stratégie est la solidarité internationale dans la lutte contre l'impérialisme et tous ses agents dans la région. Dans les pays arabes, il faut promouvoir, en particulier en Tunisie et en Egypte, des brigades de solidarité pour intervenir en soutien à l'insurrection des masses libyennes. Dans le cadre de cette solidarité, les travailleurs en Europe et aux États-Unis doivent exiger, par l'intermédiaire de leurs syndicats, l'arrêt des bombardements et le retrait des troupes de l'OTAN. Et en Amérique latine, il faut exiger des gouvernements qu'ils rejettent les attaques impérialistes et les crimes de Kadhafi.



La Belgique en guerre

Le 21 mars, le parlement vote à l'unanimité l'intervention militaire belge en Libye pour une durée de 6 mois. Deux mois et demi plus tard, début juin, tandis que la Norvège annonce le retrait de ses forces pour le 1er août, notre Conseil des ministres (en affaires courantes) prolonge sa mission de guerre à une durée indéterminée !

Le 17 juin, le Parlement s'est penché sur cette question. Le MR avec l'Open VLD se retrouvent face aux « socialistes » du PS et du SP.A. Quoique... Dans ce cas, le face-à-face n'est que pour la galerie. La « droite » soutient *la poursuite de l'opération militaire* car « le concept du "devoir de protection" est trop important pour être abandonné » alors que la « gauche » *ne souhaite pas la fin de l'intervention*. (Le Soir 18.06.2011) Si la conclusion est la même, on se demande bien quel serait ce « devoir de protection » ?

Les bombardements de l'OTAN ont déjà tué entre 10.000 et 15.000 personnes (chiffres de l'ONU) ! Il est certain que la « guerre propre » est un mythe, mais dans le cas libyen il s'agit d'une stratégie bien déterminée pour le moins meurtrière. La coalition impérialiste ne se risque pas jusqu'à présent à mener le combat au sol. Et plutôt que de fournir des armes aux combattants qui résistent sur le terrain depuis le mois de février contre les troupes de Kadhafi, l'OTAN préfère larguer des bombes sur la population de Tripoli, s'excusant par la suite des « dégâts collatéraux ».

Si la guerre de l'OTAN, et de la Belgique, a pour but officiel de déloger Kadhafi, elle tente surtout par tous les moyens d'éviter que le peuple libyen lui-même, mobilisé et en armes, en fasse sa propre victoire ! Depuis le début de cette guerre, l'impérialisme vise à s'assurer le contrôle du pays dans « l'après-Kadhafi », par l'entremise du Conseil National de Transition.

**L'OTAN et les troupes belges
hors de la Libye !
A bas Kadhafi !
Des armes pour la Résistance !**



Stop aux bombardements en Libye ! A bas Kadhafi ! Avec les masses et leur révolution, contre l'impérialisme et ses alliés d'hier et d'aujourd'hui.

Les Etats-Unis, les puissances européennes et leurs agents disent que les bombardements visent à arrêter le massacre du peuple libyen par Kadhafi. Le dictateur répond que l'OTAN a lancé une nouvelle aventure de colonisation pour contrôler le pétrole libyen. Chaque secteur essaye d'utiliser les coups bas de l'autre pour justifier ses propres atrocités.

En Libye et dans toute la région, les masses se soulèvent contre les dictatures qui, avec le plein appui des Etats-Unis et de l'Union européenne, assurent depuis de nombreuses années le pillage des multinationales pétrolières.

L'impérialisme n'a arrêté de soutenir Kadhafi et les autres dictatures qu'au moment où il voit que les masses les débordent et qu'il a donc besoin d'envisager d'autres variantes pour maintenir sa domination et le pillage du pétrole.

Le bombardement impérialiste en Libye a été accueilli avec soulagement par les rebelles et beaucoup de leurs partisans à travers le monde. Mais, comme nous le verrons, ce bombardement soi-disant de sauvetage soutient les rebelles comme la corde soutient le pendu. Si Kadhafi tombe, les puissances vont utiliser leur présence militaire pour imposer un gouvernement de « rebelles » qui assure la continuité de la livraison de pétrole aux multinationales et tous les engagements qui soumettent la Libye à l'impérialisme.

Il est donc impératif que les rebelles - qui, au moment de mettre cette édition sous presse, semblaient être en train de reprendre l'offensive, en récupérant le contrôle de deux villes pétrolières, Ajdabiya et Ras Lanuf - prennent distance de l'impérialisme et exigent l'arrêt des bombardements de l'OTAN et le retrait de toutes les forces de cette organisation.

Les trois moments de la révolution arabe et la stratégie impérialiste cynique

La rébellion dans le monde arabe a connu jusqu'à présent trois étapes.

Dans un premier temps, les mobilisations des masses étaient sans armes, d'un caractère « pacifique ». Elles sont parvenues à renverser des régimes dictatoriaux comme celui de Ben Ali en Tunisie et de Moubarak en Egypte, mais sans détruire les forces armées, l'épine dorsale de l'Etat capitaliste. Cela a permis à l'impérialisme d'intervenir par la voie diplomatique et politique, visant à mettre sur pied de nouveaux régimes « démocratiques » avec des politiciens alliés. Puis la rébellion se propage à d'autres pays comme le Yémen, l'Algérie, le Maroc, la Jordanie, Bahreïn, la Syrie.

Une seconde phase de la révolte arabe s'ouvre avec l'insurrection en Libye. Face à la répression criminelle de Kadhafi, l'armée se divise et les masses prennent les armes pour résister, ce qui donne à l'affrontement **de plus en plus un caractère de guerre civile. Cela ouvre une alternative, dangereuse pour l'impérialisme, que la guerre civile s'étende aux pays voisins**, notamment l'Egypte et la Tunisie, où les masses sont toujours mobilisées et les pouvoirs n'ont pas encore réussi à stabiliser les nouveaux régimes.

L'autre alternative était que Kadhafi écrase la rébellion et se fasse plus fort, augmentant alors ses exigences pour permettre le pillage du pétrole libyen.

Face à ces alternatives, l'impérialisme a d'abord laissé la révolution s'épuiser dans la résistance à Kadhafi. Et quand ce dernier fut sur le point de prendre Benghazi, le bombardement impérialiste a commencé.

L'objectif impérialiste est d'imposer en Libye un régime totalement dépendant des puissances sans aucune capacité de résister à la poursuite du pillage par les compagnies pétrolières. Et la division du pays

en deux ou plusieurs parties n'est pas écartée.

En même temps, l'impérialisme encourage l'intervention de l'armée d'Arabie saoudite, pour freiner la révolution à Bahreïn, le siège de la cinquième flotte étasunienne.

Avec l'intervention militaire des puissances s'ouvre une troisième étape de la révolution.

Comme nous l'avons dit, au moment de mettre cette édition sous presse, les « rebelles » libyens reprenaient l'offensive, récupérant Ajdabiya et Ras Lanuf, alors que Kadhafi cédait face aux bombardements et à l'avance renouvelée des forces populaires. En même temps, il y a de puissantes mobilisations contre les dictatures du Yémen et de la Syrie, ce qui pourrait ouvrir la porte à un quatrième moment de la révolution arabe.

Suite sur la page antérieure...

Abonnez-vous !

Par son auto-financement, notre journal *Presse Internationale* est 100 % indépendant. Il se vend de main à main mais, pour le soutenir, vous pouvez aussi vous y abonner (en Belgique), au prix de **20 EUR pour 10 numéros**

- Versez le montant sur le compte de la *Ligue Communiste des Travailleurs* N° 523-0416096-41 avec mention de votre nom et « Abonnement PI »
- Communiquez votre adresse postale, soit par e-mail à lct.cwb@gmail.com soit par la poste à J. Talpe
Rue de l'Elan, 73 - Bte 10
1170 Watermael-Boitsfort

